

CHALLENGES DE TRANSMISSION DES RECOMMANDATIONS D'ÉTUDIANTS-CHERCHEURS : CAS DES MEMOIRES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE*

Idah RAZAFINDRAKOTO¹

DOI: 10.52846/AUCPP.43.20

Résumé

L'apport de la recherche scientifique est avéré dans la trame de la conception des politiques pour le développement. La recherche constitue ainsi un réservoir de connaissances capitalisées, tels les réflexions, savoirs et recommandations en vue du développement. Ainsi, en s'articulant autour de la problématique contemporaine de changements climatiques sur l'environnement de Madagascar, ce présent article se penche sur les recommandations formulées par les étudiants-chercheurs dans leurs mémoires. Or, le constat d'exclusion et de non-considération des étudiants-chercheurs est relaté. Il est ainsi question de diagnostiquer les motifs des coupures communicationnelles et des blocages du processus de transmission de leurs recommandations pour la construction des politiques. Cette étude décrypte donc les challenges qui entravent la transmission des recommandations entre les étudiants-chercheurs de l'Université d'Antananarivo et leurs destinataires étatiques.

Mots clés : *Étudiants-chercheurs ; Recommandation ; Transmission des savoirs ; Construction des politiques.*

CHALLENGES IN TRANSMITTING STUDENT-RESEARCHER RECOMMENDATIONS: THE CASE OF MASTER'THESES ON CLIMATE CHANGE

Abstract

The contribution of scientific research is recognized in the design of development policies. Research thus constitutes a "tank" of capitalized knowledge, such as reflections, knowledge and recommendations for development. Thus, by focusing on the contemporary issue of climate change on the environment of Madagascar, this article examines the recommendations made by the student-researchers in their Master'theses. However, the observation of the exclusion and disregard of student researchers is reported. Then, this article diagnoses the reasons for communicational cuts and blockages in the process of transmitting their

* This is an Open Access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited. Authors retain the copyright of this article.

¹ Doctorante en Gouvernance et Intégration Régionale, Pan-African University, Yaoundé, Cameroun, Courriel : idah.razafindrakoto@gmail.com

recommendations for the construction of policies. This study therefore deciphers the challenges that hinder the transmission of recommendations between student researchers at the University of Antananarivo and their state recipients.

Key words: *Student-researchers; Recommendation; Transmission of knowledge; Construction of policies.*

1. Prolégomènes

Le développement est une trame conceptuelle regroupant la désignation de la croissance, de l'évolution et de l'expansion. Une multitude de connotations et de dérivées lui est rattachée : développement humain, évolution institutionnelle, croissance économique, développement durable, etc. Mais la lecture du développement ne se fait guère de manière anodine puisque les connaissances capitalisées qui sont produites dans ce processus sont gérées. La recherche scientifique, le dialogue et la transmission des savoirs participent à cette gestion des connaissances capitalisées et promeuvent le développement (Roehrig, 2011) dans une grande diversité de disciplines. Cette interaction peut se faire de la théorie à la pratique comme vice versa, ou encore de manière interdisciplinaire et intergénérationnelle. Compte tenu de sa nature évolutive et objective, la recherche scientifique a ainsi lieu d'être pour être, parallèlement, une source d'approvisionnement des connaissances et des *doxas* et un réceptacle de collecte et de traitement des données. La gestion et valorisation des connaissances sont donc un fruit de dialogisme et d'interférence. Cette gestion se fait à tous les niveaux. Au niveau professionnel, l'on peut citer les échanges entre les dimensions académiques et opérationnelles. Ou encore, au niveau des hautes sphères politiques, l'on peut faire allusion aux apports des résultats de recherche qui guident et orientent les décisions des dirigeants étatiques. Dans ce cas, la recherche ambitionne le développement.

L'État se positionne ainsi dans une démarche d'apprentissage informationnelle à travers la mobilisation des ressources intellectuelles pour ajuster ses actions (Jobert, 1992). Ainsi, pour nourrir le développement, chaque recherche s'axe vers une meilleure lecture éclaircie des réalités, une fourniture de recommandations ou une invitation aux réflexions de controverses. Dans ce sens où la production de la recherche scientifique tend vers la progression. Cela étant, la recherche a pour finalité d'influencer les politiques existantes, voire la Politique Générale de l'État (PGE) en vue de l'amélioration du réel. De cette assertion, les chercheurs, les élites dirigeantes et les praticiens lambda sont en perpétuelle interaction (directe ou indirecte), les uns fournissent le savoir, les autres le considèrent puis l'opérationnalisent.

En effet, la plupart des travaux antérieurement menés traitent plus de l'apport de la recherche, de son parcours (Gaillard, 2009 ; Feller et Sandron, 2010), de son apport (Gastineau et Sandron, 2006) ou encore de ses liens avec le développement (Roehrig, 2011). De ce fait, il sied de diagnostiquer un sujet y afférent qui est, malgré cela, moins documenté. Ainsi, focalisons notre regard sur les apports des jeunes chercheurs : À Madagascar, la méthodologie de recherche scientifique est initiée

dans les contextes estudiantins, notamment l'Université. Cette plateforme de production de savoirs produit ainsi de jeunes étudiants-chercheurs² qui, aux termes de leurs masters, mettent à disposition leurs ouvrages nommés « mémoires ». Dans ces travaux scientifiques sont déroulées des recommandations en vue du développement et de l'amélioration du réel prônés. Axons-nous donc sur une thématique dont la problématique est d'actualité : celle du *changement climatique* sur l'*environnement*. Dans cet ordre d'idées, les travaux de recherche sur ledit changement climatique visent à influencer la politique environnementale de la PGE à Madagascar.

Si la particularité de la Grande Île, Madagascar, fut autrefois sa verdure quasi intégrale, d'où son appellation d'île verte, le constat contemporain relate que sa végétation a subi une forte dégradation. Depuis le début du 2^e millénaire, l'île s'est convertie en une île rouge compte tenu des feux de brousse, des cultures sur brûlis, des déforestations et des us charbonniers³. De cette situation endurée depuis le lendemain de l'indépendance (1960), la montée des températures, les phénomènes d'érosion, la raréfaction des eaux et des pluies, la disparition des espèces endémiques, etc. sont identifiées, d'où le changement climatique. Malgré les politiques environnementales locales, souvent restrictives et punitives, les challenges s'intensifient et se pérennisent. Les chiffres statistiques (Vieilledent *et al.*, 2020) démontrent une stagnation des efforts et des résultats. Comme l'énonce le constat d'éternel recommencement et de court-termisme qui est entré dans les langages populaires : « *Ianareo tsy mahay maka lesona mihitsy* »⁴. La perceptibilité d'une progression dans la thématique environnementale reste rudimentaire.

Or, une masse d'études et de travaux (mémoires) d'étudiants-chercheurs (*alumnis*)⁵ a été menée sur cette thématique du changement climatique sur l'environnement, accompagnée de recommandations étayées et adressées aux multi-acteurs et praticiens environnementaux. Mais au regard de la dégradation environnementale montante et de l'amélioration du réel stagnante, les questionnements orbitant autour de l'exploitation et de la considération de ces recommandations (dans les processus de réflexion au sein des chaînes ministérielles et opérationnelles et dans le processus de construction des politiques) créent le flou existentiel. Le débat se positionne donc dans la mesure où la politique dirige, tandis que la sociologie façonne. La PGE dénommée « Initiative Emergence Madagascar (IEM) » du régime de Rajoelina (2019-2023) réserve une Section « Émergence environnementale et de Développement durable »⁶ et une considération pour le

² Désignation des étudiants, devenus au cours de leurs années de Master ou après leurs soutenances de Mémoire, des chercheurs apprentis ou initiés.

³ Le charbon constitue 90 % de la part des énergies utilisées pour la cuisson (Charpin *et al.*, 2019).

⁴ Note de traduction : « *Vous ne savez jamais retenir les leçons apprises des erreurs du passé* ».

⁵ Compte tenu du nombre actif des mémoires soutenues, sortant des Universités de Madagascar.

⁶ Socle N°2 : Émergence environnementale et développement durable.

« Développement et la Recherche »⁷. Or, force est de relater que parmi les « Acteurs de l'émergence » de l'IEM, figurent les jeunes (axés sur l'emploi et la productivité opérationnelle) et les enseignants-chercheurs (axés sur la recherche et le développement) (Republikan'i Madagasikara, 2019). Dans ce sens où la considération des jeunes étudiants-chercheurs comme acteurs de la recherche et le développement national ne rentre pas dans la vision politique de l'IEM.

De ce fait, le questionnement de la viabilité et de la symbiose entre recherche et développement (des politiques et du réel) à travers les recommandations d'étudiants-chercheurs est donc d'intérêt. Ainsi, quels sont les challenges qui entravent la transmission des recommandations entre les étudiants-chercheurs et ses destinataires étatiques⁸ ? Cette présente étude diagnostique donc les motifs des coupures communicationnelles et des blocages du processus de transmission des recommandations, conduisant ainsi à l'exclusion des étudiants-chercheurs et de leurs travaux dans la conception des politiques à Madagascar. Pour ce faire, nous avancerons dans un premier lieu notre méthodologie de recherche, suivi des résultats et d'analyses avant de déboucher sur les perspectives.

2. Méthodes

Dans la finalité d'éclairer sur cette coupure communicationnelle entre les étudiants-chercheurs et les destinataires ou praticiens, notre thème porte sur le changement climatique, avec un focus sur l'environnement. Notre méthodologie de collecte de données se base sur une revue documentaire, des séances d'observation et d'entretien. Notre corpus se compose, en premier lieu, d'ouvrages scientifiques dont 15 mémoires (codés de M1 à M15) portés sur la thématique du changement climatique⁹ et défendus publiquement à l'Université d'Antananarivo entre 2011 et 2019. Cet intervalle temporel se justifie par la pertinence d'étudier un processus évolutif, de plus le début du deuxième millénaire est marqué par la mise en avant de la terminologie « changement climatique ». De plus, ce cadrage temporel est significatif dans la mesure où cette période est l'amont du présent régime sous Rajoelina (2019-2023). Il permet donc d'observer en mieux les construits. Ainsi, le choix de se pencher sur la thématique politique environnementale intégrant le climat est également d'intérêt, car nous tenons à vérifier les connexions avec l'IEM actuel, les visions, les normes et l'orchestration étatiques. En second lieu, nous considérons la documentation de l'ouvrage politique IEM qui est la PGE sous Rajoelina. En

⁷ Socle n°4 : Émergence économique, financière et commerce internationale : macroéconomie, emploi, instruments financiers et politique publique sectorielle/Axe d'épaullement n°1 : innovation éducative, capital humain, sport et culture/Grand levier de l'émergence : 10. Système éducatif, de formations professionnelles et de recherches scientifiques adaptés/52. Étendre les recherches scientifiques aux services du développement, 57. Appliquer la gestion de connaissance : *Knowledge management*, 59. Développer la culture et la valorisation du « terroir et patrimoine local ».

⁸ Ministère concerné, opérateurs ministériels, praticiens étatiques...

⁹ Accessibles et disponibles en ligne sur <http://biblio.univ-antananarivo.mg/these-s2/rechercheAction.action>.

troisième lieu, nous nous appesantissons sur une masse de documentation médiatique. Et en dernier lieu, surviennent les discours de 5 étudiants, 5 *alumnis*¹⁰ et 2 fonctionnaires publics. Pour mener à bien l'interprétation des données, la théorie déterministe et l'analyse du discours seront mobilisées.

3. Résultats

Les 15 mémoires (M1 à M15) collectés relatent une pluridisciplinarité de domaines (géographie, économie, science du tourisme, etc.), mais traitent communément de la thématique du changement climatique et de ses effets sur l'environnement à Madagascar. La généralité des blocs de recommandations s'adresse à l'État, bien que dans certains travaux, cela n'est pas directement formulé ni écrit. Dans ce sens où chaque mémoire avance des blocs de recommandations qui convergent partiellement vers la sphère politique, majoritairement environnementale. Toutefois, étant donné l'hétérogénéité des écritures des recommandations (longueur, approfondissement, mise en page, etc.), nous avons synthétisé et reformulé les idées clés tout en restant fidèle aux données. Les résultats sont les suivants :

Tableau 1. Tableau de présentation du corpus (mémoires)

Code	Bibliographie des mémoires	Domaine et thématique	Blocs de recommandations (synthétisés et reformulés par l'auteur)
M1	Ranaivoson Fenosoa Tolojanahary, <i>Intégration de l'adaptation au changement climatique dans le schéma communal d'aménagement pour le développement durable (SCADD), Cas de Mariarano dans le nord-ouest de Madagascar</i> , Université d'Antananarivo, 2011.	Géographie/ aménagement, santé	Réhabilitation (plaque solaire, château d'eau) et extension du CSB II de Mariarano Adoption de la gestion intégrée des zones côtières Mise en place d'un système d'alerte précoce de partage d'informations Développement de l'écotourisme
M2	Randrianarisaona Fenitriina, <i>Pertinence de l'intégration de la réduction des risques de catastrophes dans le cadre de l'adaptation au changement climatique</i> , Université d'Antananarivo, 2011.	Économie/multiple	Réformes politiques et l'intégration de la Réduction des Risques de Catastrophes dans les politiques sectorielles et les activités des projets.

¹⁰ Désigne les diplômés ou anciens étudiants de l'Université.

M3	Randrianarivelo Zo Narindra, <i>Intégration de la notion changement climatique dans le programme scolaire à travers un outil didactique</i> , Université d'Antananarivo, 2012.	Géographie/éducation	Amélioration de la politique de l'enseignement secondaire. Renforcement de la sensibilisation des futurs acteurs de l'environnement pour un avenir armé de citoyen responsables vis-à-vis de l'environnement.
M4	Rakotondratandra Heriniaina Rijanandraina, <i>La gestion durable des ressources forestières à Madagascar à travers la politique de l'environnement</i> , Université d'Antananarivo, 2012.	Économie/environnement	Participation active de l'État central et de la population locale en transfert de gestion des ressources naturelles aux communautés autochtones par le biais d'un contrat de gestion pour l'efficacité de la politique environnementale Accompagnement de la politique environnementale par les politiques de développement économique et du bien-être
M5	Ranaivojaona Kolonirina, <i>Énergies renouvelables et développement : état de la situation à Madagascar</i> , Université d'Antananarivo, 2012.	Économie/énergies renouvelables	Développement de politiques énergétiques renouvelables à Madagascar et des recherches
M6	Randrianiaina Tiana, <i>Le changement climatique et ses impacts sur le littoral occidental autour de la ville de Morondava</i> , Université d'Antananarivo, 2014.	Géographie/environnement	Mise en place de projets durables, notamment à Morondava dont la morphologie côtière est menacée par les poussées hydrologiques.
M7	Sankara Tanguessingnon Bakari, <i>Évaluation de la gouvernance environnementale dans l'adaptation aux changements climatiques à Madagascar</i> , Université d'Antananarivo, 2014.	Agronomie/environnement	Renforcement de la gouvernance environnementale Développement et vulgarisation des stratégies d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques tout en valorisant les savoir locaux.
M8	Ramaheritiana Andriamihaja Parson, <i>Adaptation au changement</i>	Économie/environnement	Sensibilisation de masse et engagement

	<i>climatique face au développement durable de Madagascar : cas des régions sud-ouest et Anosy</i> , Université d'Antananarivo, 2014.		Meilleur contrôle du financement
M9	Ralambotiana Dominique, <i>Les dimensions économiques du changement climatique</i> , Université d'Antananarivo, 2015.	Économie/multiple (énergie, agriculture et élevage, transport, traitement de déchet, foresterie)	Promotion d'énergies renouvelables Politique de <i>ranch farming</i> et d'abandon des feux de pâturages et de cultures sur brûlis Recours à d'autres moyens de transport : tramways et vélos Contrôle strict de la mise en circulation des véhicules d'occasions Développement des modes de recyclages Afforestation à grande échelle
M10	Tilahy Athimali Gitovio, <i>Économie de l'environnement : le changement climatique à Madagascar</i> , Université d'Antananarivo, 2016.	Économie/tous secteurs	Néant
M11	Rajaonarisoa Tsiry Oliva, <i>La capacité d'adaptation au changement climatique a l'exemple de l'industrie de l'hébergement de la ville de Mahajanga</i> , Université d'Antananarivo, 2016.	Lettres et sciences humaines/tourisme	Développement de la résilience et d'adaptation de l'industrie de l'hébergement touristique de Mahajanga
M12	Rakotomalala Njakanomena Alain Daniel, <i>L'agriculture et le développement rural face au défi du changement climatique</i> , Université d'Antananarivo, 2016.	Économie/agriculture	Développement de la résilience agricole
M13	Ravolamanova Lamimasoana, <i>Les effets du changement climatique dans la région Alaotra Mangoro de l'année 2005</i>	Physique/eau	Reboisement Sensibilisation populaire Adaptation et aménagement

à 2015, Université d'Antananarivo, 2017.			
M1 4	Randriamiarisoa Ony Ny Aina, <i>Adaptation du tourisme face au changement climatique, A l'exemple de la région Analamanga</i> , Université d'Antananarivo, 2017.	Lettres et sciences humaines/tourisme	Mise en place d'une politique de grands travaux qui consiste à créer des emplois par l'État, puis une baisse des taux d'intérêts à long terme : une réinstauration de la confiance entre les ménages et les entreprises.
M1 5	Randriamanantsoa Diamondra Fahasoavana, <i>Promotion de l'agriculture et sauvegarde de l'environnement</i> , Université d'Antananarivo, 2019.	Économie/agriculture	Intervention de l'État pour régler les effets des externalités via la taxe et d'autres éléments de transactions L'intervention directe sur le marché et le prix Rétablir l'ordre dans le problème agricole et environnemental par le prolongement de la recherche et développement

Ce corpus rassemblant les 15 blocs de recommandations des étudiants-chercheurs d'entre 2011 à 2019 émane la convergence vers des réformes ou améliorations des politiques locales, majoritairement environnementales. Dans l'assertion que la capitalisation des acquis ministériels aide à construire la PGE, vérifions donc si les recommandations rentrent dans cette logique en tenant compte que les praticiens ministériels figurent comme intermédiaires (bénéficiaires et récipients des recommandations). Donc il sied maintenant de dresser une vérification de leur considération dans l'écrit de l'IEM. Pour ce faire, chaque bloc de recommandations sera décomposé selon la diversité des sous-thèmes émanés (codé de M1.1 à M1.4).

Tableau 2. Tableau de vérification de la reprise ou visibilité des recommandations dans l'IEM

Code	Date	Code	Décomposition des blocs de recommandations	Visibilité dans l'IEM (2019)
M1	2011	M1.1	Réhabilitation et extension de CSB II à Mariarano	0
		M1.2	Adoption de la gestion intégrée des zones côtières	0

		M1.3	Mise en place d'un système d'alerte précoce de partage d'informations	X
		M1.4	Développement de l'écotourisme	
M2	2011	M2.1	Réformes politiques et l'intégration de la Réduction des Risques de Catastrophes dans les politiques sectorielles et les activités des projets.	0
M3	2012	M3.1	Amélioration de la politique de l'enseignement secondaire.	X
		M3.2	Renforcement de la sensibilisation des futurs acteurs de l'environnement pour un avenir armé de citoyen responsables vis-à-vis de l'environnement.	X
M4	2012	M4.1	Participation active de l'État central et de la population locale en transfert de gestion des ressources naturelles aux communautés autochtones par le biais d'un contrat de gestion pour l'efficacité de la politique environnementale	0
		M4.2	Accompagnement de la politique environnementale par les politiques de développement économique et du bien-être	0
M5	2012	M5.1	Développement de politiques énergétiques renouvelables à Madagascar et des recherches	X
M6	2014	M6.1	Mise en place de projets durables, notamment à Morondava dont la morphologie côtière est menacée par les poussées hydrologiques.	0
M7	2014	M7.1	Renforcement de la gouvernance environnementale	X
		M7.2	Développement et vulgarisation des stratégies d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques tout en valorisant les savoir locaux.	0
M8	2014	M8.1	Sensibilisation de masse et engagement et meilleur contrôle du financement	0
M9	2015	M9.1	Promotion d'énergies renouvelables	X
		M9.2	Contrôle strict de la mise en circulation des véhicules d'occasions	0
		M9.3	Politique de <i>ranch farming</i>	0
		M9.4	Abandon des feux de pâturages et de cultures sur brulis	X
		M9.5	Recours à d'autres moyens de transport : tramways et vélos	0
		M9.6	Développement des modes de recyclages	0

		M9.7	Afforestation à grande échelle	X
M10	2016	M10.1	Néant	0
M11	2016	M11.1	Développement de la résilience et d'adaptation de l'industrie de l'hébergement touristique de Mahajanga	0
M12	2016	M12.1	Développement de la résilience agricole	X
M13	2017	M13.1	Reboisement	X
		M13.2	Sensibilisation populaire	0
		M13.3	Adaptation et aménagement	0
M14	2017	M14.1	Mise en place d'une politique de grands travaux qui consiste à créer des emplois par l'État, puis une baisse des taux d'intérêt à long terme : une réinstauration de la confiance entre les ménages et les entreprises.	0
M15	2019	M15.1	Intervention de l'État pour régler les effets des externalités via la taxe et d'autres éléments de transactions	0
		M15.2	Intervention directe sur le marché et le prix	0
		M15.3	Rétablir l'ordre dans le problème agricole et environnemental par le prolongement de la recherche et développement	X

Le code X équivaut à la visibilité ou l'intégration de la recommandation dans l'IEM (X = Positif), et par opposition, le code 0 équivaut à son exclusion (0 = Négatif). Ainsi, à travers le tableau ci-dessus, nous comptons que les 15 mémoires sont décomposés en 31 lignes de recommandations axées sur la politique environnementale et la lutte contre le changement climatique. Les résultats démontrent que seules 11 sur 31 sont rendues visibles dans l'IEM (2019) avec un score de 35 %, largement en dessous de la moyenne. Ce décryptage confirme ainsi la faible considération et reprise des recommandations d'étudiants-chercheurs dans l'écriture de la Politique Générale de l'État (IEM).

4. Analyse des blocs de transmission des recommandations

Au sortir de ce constat, il sied de chercher à comprendre cette carence de considération qui crée la coupure communicationnelle. Traçons donc une explication en diagnostiquant les apories et limites de ces 15 travaux scientifiques. Par la suite, questionnons les blocs existants de la part des bénéficiaires opérationnels et des parties prenantes clés qui sont l'Université d'Antananarivo, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESUPRES) et le ministère concerné par la recommandation.

4.1. Explication par les limites des travaux

La lecture des recommandations démontre que des limites et manquements sont observables :

- Un problème de pertinence se dégage : Les recommandations ne sont pas approfondies. À l'exemple du M1, sa formulation d'un paragraphe est relativement courte. À cela, s'ajoute le manque de mesures proposées et de minutie. De plus, l'approche de suggestion est surabondamment théorique, d'où le manque de clarté de la recommandation, tel le cas de M15.

- En outre, un cantonnement sur une comparaison avec les réalités étrangères (Occident) sans la prise en compte du relativisme culturel est également relaté, notamment dans le M1. Il en est de même dans la rubrique « transport » du M9 qui suggère les tramways comme renouveau du transport. Sans diagnostic de faisabilité et avec une position holistique (aucune référence géographique ni technique), cette recommandation se voit être utopique et ne propose pas de suggestions adaptées à la réalité malagasy.

- Dans divers travaux, les recommandations ne constituent pas une rubrique et sont omises. Elles sont ainsi puisées dans la rubrique de la conclusion. Certains travaux émanent juste une récapitulation des résultats de recherche dans la rubrique conclusion (M4, M6 et M11), ou juste un constat (M8 et M10), d'où une réelle carence de perspectives.

- Par ailleurs, des erreurs de classification sont notées dans les recommandations : M10 a éparpillé la catégorisation des énergies renouvelables et floute la réflexion au lieu de la concentrer. Il évoque aussi une incertitude dans ses solutions proposées. Il en est de même pour M13 qui commet une mauvaise classification et sans argumentation.

- Les formulations frôlent également la caractéristique tendancieuse. Le regard holistique et englobant est quasi-permanent. De cela, sont formulées des recommandations sans données quantifiées ni mesurables dans le temps. La lecture des recommandations est donc corrélée d'incertitudes. De plus, l'intervention de l'État est prônée et interpellée dans les suggestions. Dans le cas de M15, un focus sur le rappel de la responsabilité de l'État est émané à travers la critique et l'interpellation. Or ces interpellations ne sont pourtant pas accompagnées de recommandations pratiques, innovantes et concrètes (la vision, la faisabilité découpée dans le temps, l'opérationnalisation et le suivi) et de réflexion approfondie. Dans ce sens où, le rappel du devoir étatique devient une doxa standard dans l'écriture de la connaissance expectative et des conseils. Cet écueil dans l'écriture empiète ainsi la reconnaissance de ces travaux d'étudiants.

- Dans la quasi-généralité des travaux, les recommandations ne sont pas ciblées. À l'exemple des interpellations de l'État, ministère compétent/concerné ou le département pouvant être le bénéficiaire ne sont ni évoqués ni identifiés. Et pourtant, ceci consiste un point important puisque toutes les recommandations en vue de la politique environnementale ne sont pas uniquement dirigées au Ministère en charge de l'environnement, tel le cas des travaux dont la thématique est l'éducation (M3), l'agriculture (M12) ou encore le multi secteurs (M10). Encore en termes de cibles, à quelques exceptions des chercheurs ou futurs étudiants-chercheurs, les cibles de la transmission des savoirs ne sont pas visibles comme le cas de M6.

- Les recommandations fournies manquent de minutie esthétique. En général, la qualité observée des contenus et aperçus est parsemée d'hétérogénéité et souvent d'un manque de finesse (coquilles orthographiques, mosaïque de la mise en page, maigre bibliographie d'une page pour certains).

4.2. Explication par le blocus de la transmission des savoirs au niveau de l'Université d'Antananarivo

L'université est, par essence, une institution qui s'engage dans le développement de sa communauté (Tremblay, 2012). Toutefois, l'Université d'Antananarivo se construit sur un système élitiste¹¹ et méritocratique étant donné les concours d'admission et les sélections par étude de dossier pour les étudiants. De ce fait, sa finalité est la reconnaissance des étudiants sortants par récompense de diplômes suite à la dispensation de savoirs, et cela, afin qu'ils servent le développement du pays ultérieurement. De leur côté, les impétrants ont pour finalité, l'obtention de leurs diplômes. Or, il convient d'émaner que la recherche scientifique est une étape imposée et inévitable, pouvant être potentiellement perçue comme une contrainte par les étudiants¹². 5 étudiants, préparant leurs mémoires, sont questionnés et tous les 5 avouent que leur détermination pour la recherche n'est pas motivée par la production et la transmission des savoirs, mais plutôt, car il s'agit ici soit d'une juste procédure administrative ou d'une condition « infligée » pour finir les études et obtenir le diplôme de Master. Cette réponse est la même donnée par 5 *alumni* interrogés. Cette lecture donne l'induction d'une imposition et non d'un choix de vie ou d'une aspiration pour les étudiants. Ce qui pourrait être la cause première de la qualité de leurs recommandations, diagnostiquées tantôt. Les étudiants devenus, en l'espace de leurs années de Master, des étudiants-chercheurs, se retrouvent ainsi dans une position de dilemme et de pression. Ces pressions peuvent être de diverses natures : l'encadrement, la temporalité, les moyens financiers, la tentation de facilité, la santé, le terrain, la logique, la technicité, l'administration et les autres engagements personnels.

Tableau 3. Typologie des pressions vécues par les étudiants-chercheurs pour la formulation de recommandations

TYPE DE PRESSION	Encadrement	Disponibilité, coopération et engagement de l'encadreur
	Temporalité	Risque de grève et de perturbation de l'année universitaire
		Respect du calendrier de recherche tracé par l'Université
	Moyens financier	
	Tentation de facilité	Plagiat ou récupération des <i>doxas</i> standards

¹¹ Dans cette même optique, Poucet évoque un élitisme scolaire (Poucet, 2016).

¹² Selon des interviews d'impétrants actuels et d'*alumni*, et d'une séance d'observation entre 2011 et 2021.

Santé	Stress et adversité psychologique face aux chocs ou frustration
	Fatigue physique
Terrain	Disponibilité des données et coopération des réseaux
Logique	Qualité de la réflexion et de la cohérence des idées
Technicité	Maitrise de la méthodologie et capacité rédactionnelle
Administration	Tracasserie et impératifs administratifs
Autres engagements personnels	Famille et/ou occupation professionnelle Opportunités (voyage, bourse, etc.)

Ce graphique démontre ainsi les éléments de pression influant sur les travaux des étudiants-chercheurs, et donc sur la formulation de leurs recommandations.

4.3. Explication par le blocus de la transmission des savoirs au niveau du MESUPRES

Par essence, le ministère de l'Enseignement supérieur se veut d'avoir une approche de collaboration menée de la base au plus haut niveau (sommet) et cela, afin de concilier les domaines d'action de l'enseignement supérieur et du développement territorial (Goddard et Puukka, 2008). Donc, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESUPRES) se veut d'être l'institution gouvernementale qui capitalise les connaissances scientifiques pour le développement du pays. Par essence, son apport est selon les théories, de servir de passerelle : d'une part de devoir interpeller le Gouvernement, et d'autre part de fournir des connaissances scientifiques aux autres ministères. Or cette institution démontre une certaine défaillance et un certain manquement dans la pratique. D'une part, la PGE ne propose pas concrètement un programme de recherche probant, et par ricochet, par manque d'initiatives, le MESUPRES ne propose ni n'impose des thèmes de recherches (qui épousent ou manifestent l'intérêt de l'IEM) aux départements universitaires (qui, par relais devraient appeler au volontariat ou à l'engagement contractuel d'étudiants-chercheurs pour leurs mémoires). Par conséquent, les étudiants sont libres et choisissent leurs propres thématiques pour leurs mémoires sans contrainte de répondre fidèlement aux thèmes urgents du PGE. À cela s'ajoutent les éparpillements et le défaut de connexion entre les chercheurs du MESUPRES et de l'Université. L'approche des chercheurs du MESUPRES est plus tendancieuse étant donné la prééminence de la vision politique édictée, tandis que celle des universitaires est plus offensive. D'autre part, les difficultés budgétaires sont identifiables d'autant plus que dans la Loi des Finances 2021, son budget s'est vu être réductible par rapport aux autres institutions de l'État (Primature, Sport, Énergie...) et cela malgré ses fortes charges et nécessités. Cela expliquerait l'absence d'initiative d'imposer ou de proposer des thèmes de recherche pour le mémoire (faute d'octroi d'allocation ou d'indemnités de recherche des

étudiants-chercheurs). Cette limite budgétaire du MESUPRES démontre le flottement de sa valorisation et priorisation.

De ce fait, le MESUPRES se réduit à une institution administrative (comptage du nombre d'étudiants, inventaire, archivage, gestion de bourses universitaires mensuels, etc.). Ce qui explique également la perception de la production des mémoires universitaires comme étant une formalité et une procédure administratives. Cette réduction à la posture administrative traduit des retards en termes de transmission et de gestion de savoirs chez les branches ministérielles et opérationnelles. S'en résulte une stagnation politique, ce qui stimule l'État à se tourner cycliquement vers les observatoires en place, les consultants ou expertises étrangères au lieu des mémoires universitaires produits localement.

4.4. Explication par le blocus de la transmission des savoirs au niveau du ministère concerné

Les ministères obéissent à la PGE et traduisent sa vision en l'opérationnalisant. Or, comme il l'a été confirmé dans les précédents résultats, la PGE considère que très peu les mémoires d'étudiants. De plus, le manque de motivation des opérationnels dans la considération des mémoires universitaires réside dans le motif de crédibilité. Les praticiens du ministère concerné estiment que les étudiants ne sont pas encore suffisamment outillés et qu'ils manquent d'expérience sur le terrain. Cette construction argumentative déjoue ainsi et réfute l'expansion du potentiel des mémoires. À défaut de familiarisation professionnelle, à l'exception des étudiants disposant déjà d'un bagage professionnel ou d'une affiliation au sein du ministère (ancien ou actuel fonctionnaire), les plus jeunes étudiants ne gagnent donc que très peu de crédibilité auprès des fonctionnaires. Par ailleurs, certaines recommandations sont également très ornées de théories, tel le cas du M15 qui évoque des théoriciens économistes dans la rubrique « recommandations ». Or les fonctionnaires préfèrent la lecture digeste des recommandations, à caractère compréhensible, opérationnel et pratique.

À cela s'ajoute la polarisation occidentale des institutions ministérielles. Étant donné la forte présence de la Banque Mondiale, qui d'ailleurs est très prépondérante dans la collecte et le traitement de données, sa communication avec les branches ministérielles est plus fluide et proactive. Cette concentration d'attention vers l'Occident comme l'international (ONU, FMI, USAID, etc.) influence ainsi les préférences ministérielles en termes de données. D'autant plus que les ministères préfèrent payer des consultances techniques onéreuses (pouvant être étrangères) ou de se reposer sur les chercheurs professionnels que de fouiller ou valoriser les recommandations d'étudiants-chercheurs locaux. Ces divers challenges freinent ou réduisent donc la transmission des savoirs, et par conséquent le dialogue entre les étudiants-chercheurs et les praticiens ministériels.

5. Perspectives

Tout au long de cette étude, il a donc été démontré que le manque de considération des recommandations des étudiants-chercheurs s'explique par la limite des travaux et le blocus partagé entre l'Université d'Antananarivo, le MESUPRES

et le ministère concerné. De ce fait, avançons les perspectives ci-dessous. Celles-ci se dirigent d'une part à l'attention du corps académique (Université d'Antananarivo) et de ses impétrants, et d'autre part à l'attention des ministères (MESUPRES et ministère concerné).

5.1. À l'attention du corps académique et des étudiants de l'Université d'Antananarivo

Au regard des données constatées tantôt, il est criard d'émaner le motif de l'expertise. La recherche est logiquement un exercice qui se perfectionne avec le temps, à cet effet, un accent sur l'écriture des recommandations est ainsi à mieux travailler dans les cours de méthodologie de recherche et dans les exercices personnels. Ceci constitue à ne plus paraître être des doxas, mais des suggestions approfondies et éclaircies. De plus, la revue des syllabus de méthodologie de recherche pour accentuer les sections « résultats » et « recommandations » est primordiale.

Ces tâches reviennent donc à chaque faculté de l'Université d'Antananarivo afin de faire valoriser l'esprit de recherche chez les étudiants pour un meilleur rendu et des recommandations de qualité et bien fournies. Il revient également aux encadreurs et enseignants de nourrir l'aptitude et l'aspiration des étudiants en construisant une finalité d'application des recommandations, d'où le devoir moral des étudiants de faire le suivi de leurs recommandations une fois leurs soutenances de mémoires achevées. Il sied de cultiver un principe de rentabilité à tous les niveaux de l'Université, chez les étudiants et du MESUPRES : « *Ce serait une perte de temps, d'énergie et d'argent (pour l'étudiant, l'université et le MESUPRES) si les mémoires ne sont ni appréciables ni exploités après, et encore moins si ils n'ambitionnent ni d'influencer ni de construire les politiques* ». Car l'écart de considération donnée aux travaux de mémoires mène les sphères institutionnelles et opérationnelles de l'État à s'autopriver d'un capital informationnel et de savoirs.

Par ailleurs, chaque faculté et département universitaire se doit de trier et d'inventorier les travaux des étudiants-chercheurs en vue de l'appréciation du MESUPRES et l'envoi final à destination des ministères concernés.

5.2. À l'attention des ministères (MESUPRES et ministère concerné)

En vue de démanteler le blocus de la transmission des savoirs entre étudiants-chercheurs et opérateurs ministériels, la figure ci-dessous présente les possibles trajectoires de la dynamique à travers le renforcement du partenariat interministériel entre le MESUPRES et ses semblables.

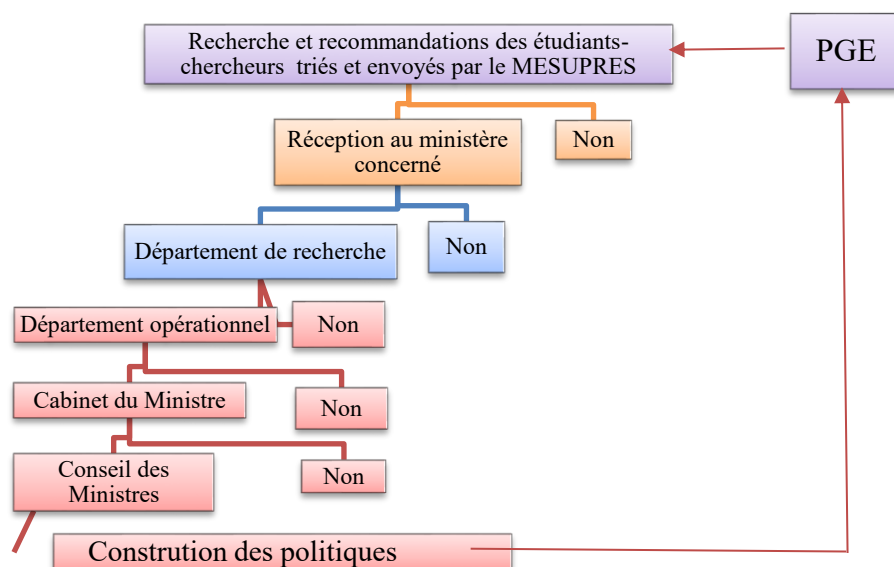


Figure 1. Algorithme du cycle de transmission des recommandations

Ce présent algorithme envisageable présente le cycle de la transmission des savoirs, notamment des recommandations des étudiants-chercheurs vers la PGE. La première phase désigne l'inventaire, la classification et le tri des mémoires soutenus par l'Université d'Antananarivo. Elle les présente ainsi au MESUPRES qui sélectionne à son tour les recommandations exploitables en termes de politique environnementale (fondement et implémentation). S'en suit la seconde phase qui, à base de partenariat institutionnel entre le MESUPRES et le ministère concerné, est l'envoi auprès du ministère concerné qui trie et valide à son tour. Le département de recherche du ministère concerné tend à exploiter les résultats de recherche et les recommandations. Puis, le département opérationnel concerné juge l'applicabilité et la viabilité d'implantation. Après cette étude, la troisième phase consiste dans l'argumentation pour l'appréciation des recommandations auprès de la haute instance ministérielle (Conseil des Ministres), qui sera ensuite acheminée dans la construction des politiques environnementales, voire la PGE. Et dans une vision cyclique, la PGE édicte sa vision, qui sera étudiée de nouveau par l'Université sous tutelle du MESUPRES, et le cycle évolutif reprend. Cet itinéraire cyclique vient ainsi valoriser les recherches académiques locales, renforcer la transmission des savoirs et amplifier le potentiel de l'Université d'Antananarivo comme étant un laboratoire ou une usine de connaissances.

Dans le cas opposé, les « Non » dans l'algorithme désigne l'acte de non-validation par le récepteur ou de non-manifestation d'intérêt, ce qui rompt donc le cycle de transmission. Les motifs de cette non-validation sont les suivantes : l'inadaptation des recommandations aux réalités, la faible capacité du ministère, le

non-intérêt du ministère, le niveau élevé d'incertitude, le déjà vu ou encore le déjà appliqué, mais non probant.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Charpin, M., Legeay, D., Rabemanantsoa, N. & Richter, F. (2019). Caractérisation des filières bois-énergie et élaboration du schéma d'app.rovisionnement en bois-énergie de la région Analamanga, Madagascar ». *Bois et Forêts des Tropiques*, 340. 2e trimestre, Avril 2019, 13-25 : Bois énergie à Madagascar/Le point sur...
2. Feller, C. & Sandron, F. (2010). *Parcours de recherche à Madagascar L'JRD-Orstom et ses partenaires* : IRD.
3. Gaillard. (2009). *Développement et renforcement des capacités de recherche scientifique à Madagascar Une évaluation de l'impact des activités de la Fondation Internationale pour la Science (IFS) à Madagascar (1974-2008)* : Études d'Impact des activités de la Fondation Internationale pour la Science (MESIA : Monitoring and Evaluation System for Impact Assessment).
4. Gastineau, B. & Sandron, B. (2006). Démographie et environnement à Madagascar. *Économie rurale*, 294-295, 41-56.
5. Goddard, J. & Puukka, J. (2008). La contribution des établissements d'enseignement supérieur au développement régional : opportunités et enjeux. *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, 2(2), 11-47.
6. Jobert, B. (1992). Représentations sociales controversées et débats dans la conduite des politiques publiques. *Revue française de science politique*, 42(2), Politiques publiques en France : l'Europe, le marché, l'état, avril 1992, 219-234 : Sciences Po University Press.
7. Poucet, B. (2016). L'élitisme scolaire. *Après-demain*, 4(4), 20-22.
8. Repoblikan'i Madagasikara. (2019) *Initiative Emergence Madagascar*. Antananarivo.
9. Roehrig, C. (2011). *La recherche comme moteur de croissance : défis et enjeux dans un contexte de globalisation*. Montréal : École polytechnique de Montréal.
10. Tremblay, G. (2012). *L'engagement de l'université dans le développement de sa collectivité. Le rôle de l'université dans le développement local expériences brésiliennes et québécoises* : Collection Innovation Sociale.
11. Vieilledent, G., Allnut, T., Grinand, C., Pedrono, M., Razafimpahanana, A. & Rakotoarijaona, J. (2020). *Scénarios de la biodiversité sous l'effet conjoint du changement climatique et de la déforestation à Madagascar* : FRB.